ÉLECTIONS A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE-5 MAI 1974



POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE DANS UNE EUROPE UNIE

VOTEZ

Emile MULLER

DÉPUTÉ-MAIRE DE MULHOUSE – DÉMOCRATE SOCIALISTE

CANDIDAT REFORMATEUR



CHANGER DE POLITIQUE

COMMENT ? ET POUR QUOI FAIRE A LA PLACE ?

Ce n'est certainement pas en renvoyant aux postes essentiels les mêmes hommes responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons, ce n'est pas non plus en tombant dans le piège tendu par les stratèges communistes, qui ont pris dans leur filet un parti socialiste abusé. Lorsqu'on lit le "programme commun" socialo-communiste, on se rend compte qu'il aurait pour effet de faire baisser le niveau de vie des Français et la puissance économique de la France, qu'il couvrirait le pays d'une bureaucratie politique aux ordres d'un état-major centralisé, qu'il menacerait nos libertés, qu'il détruirait le peu d'Europe qui a déjà été faite (l'exemple de la Tchécoslovaquie et celui plus récent du Chili sont malheureusement là pour en témoigner).

IL FAUT CHOISIR

Ce ne sont ni les astuces de formulation ni les slogans qui effaceront les réalités :

– la responsabilité de la faiblesse actuelle de la France face aux menaces de récession et de chômage, incombe essentiellement à l'U.D.R. et à ses alliés.

– les solutions d'inspiration communiste seraient intolérables pour les Français.

– parmi les forces politiques en présence, l'U.D.R. et les Communistes ont un intérêt commun. Représentant tous deux des sociétés bloquées, ils poussent ensemble au simplisme du "blanc ou noir". C'est l'immobilisme, le blocage politique, aux dépens des citoyens, de leur bien-être et de leurs libertés.

CELA NE PEUT PLUS DURER

Des millions de femmes et d'hommes refusent la poursuite interminable des vieilles liturgies et de leur vieux langage, leur volonté clairement exprimée demande un changement de principes dans la vie politique et de méthodes dans la gestion.

UN PROGRAMME POUR TOUS LES FRANÇAIS

Permettant de dépasser des clivages aujourd'hui sans fondement et de faire porter le débat politique sur ce qui détermine concrètement leur avenir :

L'ACCÈS A L'ÉGALITÉ SOCIALE

Par la gratuité de l'enseignement et la décentralisation de sa gestion,
Par la garantie d'un revenu minimum familial,
Par le droit à la formation permanente et à l'emploi, ainsi que l'accession pour tous à un logement décent.

LA PRIORITÉ AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

Efforts accrus en faveur de l'hôpital public,
Développement des infrastructures routières et fluviales,
Politique du logement social,
Action en faveur des centres sociaux éducatifs, crèches et logements, foyers pour personnes âgées.

LA RÉFORME DE LA FISCALITÉ ET SPÉCIALEMENT CELLE CONCERNANT LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Mise à la disposition des communes et départements de France des ressources assises sur des bases modernes et à même de garantir dans l'autonomie, le développement harmonieux de nos villes et villages, après avoir défini les responsabilités incombant aux uns et aux autres.

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE POUR LES ARTISANS ET COMMERÇANTS

Par la couverture des risques sociaux
Par l'aide apportée aux commerçants et artisans victimes des mutations économiques.
Par la réforme de la patente et la simplification de la T.V.A.

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE COHÉRENTE

Pour une politique des prix agricoles qui couvre les coûts de production et rémunère correctement le travail, la compétence, la qualité.
Pour la défense du Marché Commun Agricole indispensable à la sauvegarde de notre agriculture.
Pour une politique d'orientation des productions en fonction de la vocation des sols et des aptitudes des régions.

LA DÉMOCRATIE DANS L'ENTREPRISE

Elle est une des conditions de la démocratie économique,
Elle implique : l'autonomie du syndicalisme, le respect et l'extension des droits et des moyens d'information et d'action des représentants des salariés, la participation aux décisions, aux côtés des représentants du capital, de ceux des travailleurs et des cadres.

LA RÉGION, L'EUROPE

Pour libérer les citoyens de la centralisation bureaucratique, il faut édifier la région.
Pour les affranchir du nationalisme et les protéger des dominations étrangères, il faut construire l'Europe.

POUR UN GOUVERNEMENT EUROPÉEN ET UNE ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE ÉLUE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

Muni d'une autorité réelle et légitime sur la politique économique, monétaire, sociale et les relations extérieures, assurant ainsi son indépendance et contribuant au maintien de la paix.

LA PAIX DANS LE MONDE

La France contribuera avec l'Europe à rechercher l'équilibre indispensable assurant une paix définitive, ainsi qu'au développement de l'aide au tiers monde.

CITOYENNES - CITOYENS

Emile MULLER – le candidat réformateur – démocrate socialiste – Député du Haut-Rhin – Maire de Mulhouse

s'engage à mener avec vous, qui recusez le conservatisme de la majorité actuelle et l'aventure à laquelle vous exposerait l'élection du candidat commun socialo-communiste, le bon combat pour la libération de l'homme.

VIVE LA FRANCE - VIVE LA REPUBLIQUE - ET QUE SE FASSE L'EUROPE

Emile MULLER

DÉPUTÉ-MAIRE DE MULHOUSE – DÉMOCRATE SOCIALISTE
CANDIDAT RÉFORMATEUR

Né le 20 avril 1915 à Mulhouse, j'ai, ouvrier typographe, milité dès ma jeunesse dans le parti socialiste S.F.I.O. et dans les mouvements syndical et coopérateur. Entré au Conseil Municipal de ma ville natale en 1945, maire en 1956, je fus pendant plus de dix ans membre du Comité Directeur de la S.F.I.O. Député de la quatrième circonscription du Haut-Rhin de 1958 à 1962 j'ai retrouvé mon siège parlementaire en 1973. J'ai siégé au Conseil de l'Europe et à l'Union de l'Europe occidentale et je suis membre du Parlement Européen.

Au sein du Parti Socialiste, j'ai toujours combattu le communisme et ai refusé lors des élections cantonales de mars 1970 d'appliquer les accords de désistement avec le parti communiste. J'ai fondé alors avec mes amis le Parti de la Démocratie Socialiste et, pour briser la bipolarisation, négocié une action commune avec le Centre Démocrate.

Comme président du Parti Social Démocrate j'ai participé à la création du Mouvement Réformateur et signé le 3 novembre 1971 l'accord de Saint-Germain-en-Laye, avec les présidents du Centre Démocrate, du Parti Radical et du Centre Républicain, animé par la volonté de faire de notre groupement l'aile gauche de ce mouvement.

Après les élections de 1973, j'ai avec mes collègues députés Max Lejeune, Donnez, Gagnaire et Martin, travaillé à la fusion de tous les mouvements socialistes refusant le programme commun et la stratégie d'union socialo-communiste. Le Mouvement Démocrate Socialiste de France est né officiellement le 9 décembre 1973. J'ai avec mes collègues vainement demandé que le Mouvement Réformateur soit présent dans l'élection présidentielle.

Son groupe parlementaire ayant décidé de laisser à chacun de ses députés sa liberté de choix politique j'ai répondu à l'appel de mes amis pour occuper le vide ainsi créé entre les candidats de la majorité et celui de la candidature socialo-communiste.

Je suis aujourd'hui candidat pour permettre aux Français de condamner la politique conservatrice de la majorité actuelle et l'aventure du Programme Commun qui risquerait de faire un jour de M. Georges Marchais, le Premier Ministre de la France.

Vu : Le Candidat

Imp. Braun & Cie - Mulhouse